

EUROPEAN UNION



Committee of the Regions

Speech

**Extra ordinary Lunch Seminar of TEP
SA and CIFE on
"Multilevel governance in Europe"**

**Luc Van den Brande
President of the Committee of the Regions**

Seul le texte prononcé fait foi
Check Against Delivery

Committee of the Regions

Brussels, Belgium
12th November 2009

1. Welcome

Cher Professeur Victor Louis,

Cher Monsieur Boissière,

Chers amis du TEP SA et du CIFE,

- C'est avec un très grand plaisir que j'ai répondu favorablement à votre invitation pour présenter le premier Livre blanc du Comité des Régions dans cette belle salle de la Fondation Universitaire et de débattre avec les deux think tanks - je dirais, les plus engagés dans la défense de l'intégration européenne à Bruxelles- de l'avenir de la gouvernance en Europe.
- Depuis plusieurs mois et notamment en raison de l'impact de la crise, l'Europe, son leadership, sa gouvernance et sa capacité de faire face aux enjeux globaux: de la crise économique aux défis environnementaux, démographiques, sociaux et d'intégration, est au centre des débats. Quand nous avons lancé le processus d'élaboration du Livre blanc nous sommes très vite arrivés à cette constatation: la globalisation renforce la plus value de la Gouvernance à multi niveaux car elle met en exergue la nécessité impérieuse d'une action cohérente et concertée des différents acteurs politiques. Le poids économique, financier et politique des autorités régionales et locales est un facteur déterminant pour la réussite sur le terrain de toute réforme à prendre.

- Je suis en effet profondément convaincu que le renforcement de la gouvernance à plusieurs niveaux en Europe renforcera tant la méthode communautaire que la démocratie européenne et qu'elle est indispensable pour une plus grande efficacité de l'action européenne.

2. Contexte et portée du Livre blanc

- **Avec le Traité de Lisbonne enfin entré en vigueur, le cadre institutionnel européen se stabilisera ouvrant des perspectives pour renforcer la bonne gouvernance.**
- **Le Livre blanc s'appuie d'abord sur l'engagement politique pris dans la Déclaration de Berlin en mars 2007** par les Chefs d'Etat et de gouvernement qui ont reconnu la dynamique politique de la gouvernance à multi niveaux pour l'avenir de l'Europe.
- **Ce Livre blanc propose un projet politique pour l'Europe.** "*Construire l'Europe en partenariat.*" Ceci implique que les autorités régionales et locales soient de véritables partenaires, et non plus seulement des intermédiaires. Ce discours n'est pas seulement sémantique. En 2001, le Livre blanc sur la gouvernance européenne de la Commission avait mis en exergue la fonction d'intermédiaire des régions, des villes et de leur assemblée politique au sein de l'UE qui est le Comité des Régions, en faisant un éloge à l'art de la consultation. Aujourd'hui une nouvelle étape doit être franchie pour un véritable "partenariat d'avenir", comme j'ai

récemment dit au Président Barroso en commentant ouvertement son programme politique pour la nouvelle Commission, car si nous retournons sur les avancées depuis le Traité de Maastricht, nous constatons que nous sommes encore au milieu du gué.

- **C'est pourquoi ce Livre blanc démontre la nécessité de:**
 - Renforcer la méthode communautaire en rendant le processus décisionnel européen plus inclusif;
 - Développer la culture de coopération interinstitutionnelle et politique;
 - Stimuler la participation des élus, de tous les niveaux, au processus européen;
 - Renforcer l'efficacité de l'action communautaire grâce à une bonne gouvernance.

- **Nous proposons aussi une définition de la gouvernance à multi niveaux:** toute stratégie réussira uniquement si cadrée de façon coordonnée "avec" les différents niveaux de pouvoir existants dans les Pays membres.

- **Il est clair que notre proposition repose sur le principe de subsidiarité, qui est,** en effet, le *core business* du Comité des Régions. Avec le Traité de Lisbonne, le Comité s'est vu reconnaître aussi une responsabilité juridique quant à la bonne gouvernance européenne avec son droit de recours à la Cour de Justice.

- Le Livre blanc aide à consolider le statut d'assemblée politique du CdR. Il renforce également son rôle de *Policy Shaper* dans l'agenda communautaire, il met en exergue sa responsabilité vis-à-vis du monitoring des principes de subsidiarité et de proportionnalité, de l'évaluation de l'impact territorial; et enfin il démontre que le CdR doit agir en tant que véritable ambassadeur de l'Europe dans les nombreuses régions et villes d'Europe. En effet, il est crucial pour nos citoyens que leurs politiciens régionaux et locaux deviennent également des politiciens européens engagés.
- **Ce Livre blanc propose un programme politique** : nous avançons **13 propositions** majeures pour mettre la gouvernance à multi niveaux en pratique. Elles renforcent, toutes, le rôle des autorités locales et régionales dans le processus décisionnel européen.
 - Les recommandations du Livre blanc appellent à **une concertation** notamment avec la Commission européenne.
 - Pour la première fois, **le CdR s'engage dans une consultation générale** dont les résultats feront l'objet d'une évaluation politique ex-post clôturée à la fin de l'année;
 - Ces deux processus nous conduiront vers **l'élaboration d'un véritable plan d'action**;
 - Enfin, le CdR assurera également **le monitoring de notre action politique** en publiant - tous les trois ans - un rapport d'évaluation sur la base d'un tableau de bord de la gouvernance à multi niveaux que

nous devons mettre en place et qui s'avèrera fort utile pour identifier la portée de notre engagement en Europe.

La confirmation de cette démarche nous est aussi venue des citoyens européens. En effet, le sondage Eurobaromètre démontre, entre autre que **59%** des personnes interrogées estiment que les autorités locales et régionales ne sont pas suffisamment prises en compte dans ce processus. Le sondage, à la demande du CdR, a intégré pour la première fois des questions spécifiques sur la représentation politique et institutionnelle des autorités locales et régionales et leur rôle dans le processus européen - L'Eurobaromètre témoigne aussi que les citoyens considèrent que la représentation et la défense de leurs intérêts au niveau de l'Union européenne est une responsabilité partagée entre les eurodéputés, les politiciens nationaux et les élus locaux et régionaux.

- Ce Livre blanc est aussi la première contribution du Comité des Régions au groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe présidé par Monsieur Gonzalez : nous signalons avec cette initiative politique combien la gouvernance et la solidarité sont deux enjeux essentiels pour l'avenir de l'Europe.

3. Strengthening multilevel governance in the EU

Dear friends,

- The CoR wants to go beyond participation and consultation, and evolve towards **more shared responsibility for RLAs**, which helps to increase **joint ownership and implementation of the European project**.
- Coming back to the current global crisis, we learnt that LRA's implement 70% of European legislation and generate 16% of the EU's overall GDP and stand for more than 2/3ths of public capital investments. Innovation and research clearly starts at the local level and, therefore, will play an essential role in implementing the **European Economic Recovery Plan and the new European strategy for sustainable growth and jobs**. The challenge will be for the EU **to coordinate** the political action in aid of recovery in order to suggest a more balanced alternative of sustainable development and territorial cohesion through the **cooperation of various actors, the direct involvement of local and regional authorities and recourse to the public-private partnership**.

4. Concrete proposals made by the White Paper

Dear friends,

I shall now present the proposals put forward in the CoR's White Paper which are centred around **four major themes**.

1/ Achieving a strengthened institutional representation of Local and Regional Authorities (LRA's) within the EU,

- For reinforcing the LRA's upstream involvement in the EU decision-making process the CoR makes the following proposal:
 - That each major Community's strategic reform should be accompanied by a **"regional action plan"**;
 - That **ex-ante territorial impact assessments** shall be put together by the European commission in full cooperation with the CoR;
 - The establishment of a **formal representation of LRAs within the Council**
 - **Access for local and regional authorities to comitology and to Commission expert groups.**

2/ Proposals and engagements for better inter-institutional cooperation and partnership,

The WP proposes:

- a revision of the cooperation agreement between the CoR and the European Commission

In this context the CoR asks for:

- a systematic report by the European Commission on the follow up of our opinions,
- a systematic participation of the CoR in certain formal or informal Councils which fall within the sphere of action of local and regional authorities;
- better access for the CoR to Council documents, to the same extent as the other European institutions that participate in the development of community legislation

3/ Proposals and engagements for better lawmaking:

- The CoR will increase its involvement in the process of **monitoring the “Better Lawmaking” action plan** and how local and regional dimensions are taken into account in the preparation of legislation.
 - Territorial aspect of new legislation should have a key position in the Commission’s current impact assessments, at an early stage in the legislative process.
 - The setting up of a technical “high level group” responsible for the evaluation of the territorial impact of major Community policies could be envisaged.

- **Regarding subsidiarity monitoring**, the CoR suggests the establishment of an agreed coordinated approach to monitor and control the principle of subsidiarity. In this context we are already developing with national parliaments and regional legislative assemblies a “modus operandi” in order to enhance the position of local and regional authorities within all Member States in the context of the early warning system.

4/ Proposals for an enrichment of the community method with innovative and experimental practices

The Community method should be enriched by innovative and experimental practices, including **the experience and expertise of local and regional elected representatives**. For example:

- establishing **European territorial pacts** capable of bringing together, on a voluntary basis, the different competent tiers of government in order to adapt the implementation of the major political priorities;
- the use of **experimentation** at the local and regional level in certain key areas of intervention of the European Union, such as the future strategy for growth and jobs, the EU's social agenda, innovation policy migration and integration policy, sustainable development and of course, the EU's cohesion policy through, for instance, legal instruments such as the EGTCs or macro-regions.

5. Chief examples of multilevel governance instruments

Dear friends,

Let me conclude by stating that the CoR - in line with its 2008-'10 political programme – has done a great deal of reflecting on multilevel governance. Through the involvement of all of its **six standing committees** and after conducting a cycle of '**Ateliers of the CoR**'¹ - in which approximately 70 scholars contributed - the CoR has identified concrete proposals of MLG to strengthen the involvement of Europe's regions and cities in future EU decision making (our Regional policy committee proposing the use of EGTCs or macro-regions such as the Baltic sea strategy or Danube area; our Environmental committee stressing the role of tool such as the Covenant of Mayors; our

¹ See the CoR's proceedings on MLG through its Ateliers: <http://www.cor.europa.eu>

Social affairs committee highlighting the need of a multi-level, or multi-layer governance approach to deliver growth and jobs and monitor this achievement through a continuous monitoring; our External relation commission proposing new tools for decentralised cooperation - the Assises – or direct participation in the Neighbourhood politic, both within the Union for the Mediterranean, the Eastern dimension, the Northern dimension, the Black Sea synergy).

Moreover, at a **joint organised conference with the College of Europe** on 22 September 2009, the CoR launched its **EU wide consultation** on the White Paper in the presence of Filipe Gonzales, President of the Reflection Group on the Future of Europe, who gave a very positive feedback on our proposals for good governance. . I would like to add that our White Paper has the ambition to develop into a EU's governance model, which could eventually lead to the adoption of a "**European Charter on multilevel governance**", as a basis for inclusive governance procedures in Europe.

MLG is not a theory; rather, it is an approach and an instrument of analysis. **It does not address the sovereignty of states , but instead simply says that a multilevel structure is being created by various actors at various levels.** In other words: MLG removes the grey area between intergovernmentalism and supranationalism. This idea is intrinsically linked to that of **participative democracy.**

Indeed, as society is becoming more pluralistic, people want more opportunities to participate. Decision-making is becoming scattered, and top-down decisions are simply no longer acceptable in our Democracy.

MLG offers a participatory answer by providing tools for participation to regions, cities, and ultimately, the citizen.

Thank you for your contribution.